



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination interministérielle
et appui territorial
Mission des politiques environnementales

AP n° 82-2025-09.23.00001

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

**Société NUTRIBIO
Avenue Fernand Belondrade
82000 MONTAUBAN**

**modification des conditions d'exploitation d'une usine de transformation du lait et de ses
produits dérivés à la suite d'incidents ayant entraîné des rejets aqueux non-conformes
dans le Tescou**

Installations classées pour la protection de l'environnement

Le préfet de Tarn-et-Garonne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu** le Code de l'environnement ;
- Vu** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 01-51 du 15 janvier 2001 modifié, autorisant la société NUTRIBIO à exploiter une usine de transformation du lait et de ses produits dérivés sise avenue Belondrade sur le territoire de la commune de Montauban ;
- Vu** le bilan de l'autosurveillance effectuée par la Société NUTRIBIO des rejets dans le Tescou des effluents de process traités sur les mois de juin et juillet 2025 ;
- Vu** le rapport établi par l'inspection des installations classées suite à la visite du 1^{er} août 2025, faisant suite au signalement au bureau de la police de l'eau de la direction départementale des territoires de Tarn et Garonne le mardi 29 juillet d'un dépôt inhabituel qui recouvre le fond du cours d'eau le Tescou, en aval du rejet de la station de traitement des effluents de process de l'usine Nutribio ;

Vu la communication du projet d'arrêté faite le 14 août 2025 par courrier en recommandé avec accusé de réception ;

Vu l'absence d'observation par l'exploitant confirmée par courriel du 05 septembre 2025 ;

Considérant que l'inspection des installations classées a constaté dans le bilan de l'autosurveillance susvisé de nombreux dépassements des volumes autorisés des rejets, accompagnés par des dépassements ponctuels des valeurs autorisées concernant les matières en suspension, la demande chimique en oxygène, le phosphore et l'azote. ;

Considérant que ces incidents sont notamment liés à des événements de production provoquant des à-coups hydrauliques vers la station d'épuration pouvant entraîner des remontées de boues au niveau du clarificateur de la station interne et in fine des rejets de boues dans le Tescou ;

Considérant que l'incident est susceptible d'avoir fragilisé certaines structures ;

Considérant que le Code de l'environnement précise, à son article R.181-45, que « *Les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L.181-14, sont fixées par des arrêtés complémentaires du préfet, après avoir procédé, lorsqu'elles sont nécessaires, à celles des consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-22 à R.181-32. Le projet d'arrêté est communiqué par le préfet à l'exploitant, qui dispose de quinze jours pour présenter ses observations éventuelles par écrit. Ces arrêtés peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L.181-3 et L.181-4 rend nécessaire ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié. Ces arrêtés peuvent prescrire, en particulier, la fourniture de précisions ou la mise à jour des informations prévues à la section 2. » ;*

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ;

Considérant que le projet d'arrêté a été soumis à l'exploitant ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : dénomination de l'exploitant titulaire de l'autorisation

La Société NUTRIBIO, dénommée ci après l'exploitant, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation de l'usine de transformation du lait et de ses produits dérivés, située Avenue Fernand Belondrade à Montauban.

Article 2 : gestion de la station d'épuration

L'exploitant fait réaliser, dans les trois mois suivant la notification du présent arrêté, une étude :

- identifiant les événements de production pouvant entraîner des à-coups hydrauliques vers la station d'épuration en évaluant pour chacun leur fréquence et la quantité d'effluents envoyés à la station ;
- évaluant la capacité de la station d'épuration à traiter ces à-coups hydrauliques et en déterminant les situations dans lesquelles, la station ne serait plus en mesure de les traiter sans impact sur le Tescou ;

- définissant les mesures techniques et organisationnelles permettant de réduire la fréquence de ces événements de production et la quantité d'effluents envoyée à la station lors de ces événements ;
- définissant les mesures techniques et organisationnelles permettant d'améliorer la capacité de la station à traiter ces à-coups hydrauliques.

L'exploitant met en place, dans les six mois suivant la notification du présent arrêté, les mesures préconisées dans l'étude. Ce délai pourra être revu après accord du préfet, au vu des résultats de l'étude et sur demande de l'exploitant, comprenant un calendrier de réalisation, accompagné des pièces justificatives, dans les quatre mois suivant la notification du présent arrêté.

Article 3 : mesures palliatives temporaires

L'exploitant met en place dès la notification du présent arrêté, une surveillance renforcée de ses rejets aqueux en particulier lors d'opérations susceptibles d'entraîner des à-coups hydrauliques.

Il définit une procédure précisant les modalités de surveillance renforcée, de sa traçabilité, et les mesures correctives à mettre en place en cas d'anomalies détectées. Cette procédure est affichée au niveau de la station d'épuration et fait l'objet d'une formation du personnel en charge de la station.

Ces mesures palliatives temporaires sont maintenues jusqu'à la mise en œuvre effective des mesures préconisées par l'étude mentionnée à l'article 2.

Article 4 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Toulouse :

- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur l'application "Télérecours citoyen" accessible à partir du site internet **www.telerecours.fr**.

Article 5 - Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Tarn-et-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché à la mairie de Montauban dans les conditions prévues à l'article R.181-44 2° du Code de l'environnement.

Article 6 - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au registre des actes administratifs de la préfecture de Tarn-et-Garonne et dont une copie sera adressée à la maire de Montauban et notifiée à la directrice de la Société NUTRIBIO.

Fait à Montauban, le **23 SEP. 2025**

Le préfet

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'V' followed by a horizontal stroke and a small loop.

Vincent ROBERTI